

Initiatives ministérielles

mentionné qu'il regardait cette question dans un contexte global. Lorsqu'il s'est assis après sa dernière remarque, il a dit qu'il n'avait plus rien à ajouter. À mon avis, il n'avait rien à dire durant tout son discours.

Si le député regarde le contexte global, s'il regarde le contexte historique, je plains les pauvres élèves d'histoire. Nous savons ce qui s'est passé dans l'histoire du monde lorsque certains peuples n'ont pas uni leurs efforts pour une cause commune, une bonne cause, une cause humanitaire. Il y a des guerres mondiales qui ont commencé de cette façon. Allons-nous laisser naître un autre conflit du genre sans intervenir? Allons-nous mettre le monde en péril ainsi que tous ces jeunes qui vivent aujourd'hui dans une société libre? Il veut également savoir ce que coûtera cette intervention. Quel sera le coût si nous n'intervenons pas? C'est la question qu'il faut se poser.

Lorsque nous débattons ces questions à la Chambre des communes, nous devons regarder le contexte global, comme le député l'a dit. Cependant, pour regarder le contexte global, il faut comprendre ce qui s'est passé tout au long de l'histoire.

Lorsque le comité d'examen de la politique de défense est allé là-bas, nous avons rencontré un maire croate, un maire bosniaque et un maire serbe. Chacun d'eux avait une solution, mais elles étaient toutes différentes. Aujourd'hui, le monde pacifique, le monde qui veut la paix au sein de l'humanité, devra aller là-bas pour établir les fondements de cette paix. Nous devons commencer à mettre en place des gouvernements. Personne n'intervient quand tout va bien. Cependant, il faut du courage et de la détermination de la part des Nations Unies et des pays membres pour prendre les choses en mains lorsque rien ne va plus. C'est la même chose que les débats à la Chambre des communes. Nous ne restons pas assis à écouter lorsque le débat devient chaud. Nous prenons la parole pour y participer.

• (1330)

Je veux regarder le contexte global. Je félicite le gouvernement, l'OTAN et l'ONU pour le courage dont ils font preuve. En agissant de la sorte, ils aident tous les jeunes du monde qui pourraient se retrouver au beau milieu d'un conflit de plus grande envergure. Oui, regardons le contexte global. Regardons le coût de cette guerre, mais regardons aussi ce que notre inaction pourrait coûter.

M. Mills (Red Deer): Monsieur le Président, je félicite le député d'avoir exprimé les choses différemment. Nous devons débattre cette question à la Chambre. Nous devons examiner toutes ces questions, mais nous ne le faisons pas. C'est ça, le problème.

Nous devons parler aux gens. J'ai parlé aux communautés croates. J'ai été invité par les communautés serbes. Je leur ai parlé. Je sais ce que les gens disent. Ils disent: «Exposez-nous les faits avant de signer un chèque en blanc.» Voilà ce qu'ils disent.

Le député qui vient de parler serait-il prêt à envoyer son petit-fils ou sa petite-fille participer à ce conflit sachant ce qu'il sait aujourd'hui? Voilà la question.

M. Jesse Flis (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, certains députés ont critiqué et malmené le député de Red Deer, mais je voudrais pour ma part le féliciter. Je constate un changement d'attitude chez les réformistes, qui dans le passé ont critiqué nos gardiens de la paix et craignaient d'engager nos troupes dans des missions de maintien de la paix. Aujourd'hui, les réformistes reconnaissent au moins que les gardiens de la paix canadiens sont les meilleurs au monde. Je suis très heureux que les députés réformistes en soient venus à reconnaître l'importance des missions de maintien de la paix dans le monde.

Le ministre de la Défense nationale a exposé les options qui s'offrent à nos troupes, en ce qui concerne leur participation à la force internationale qui est en train d'être constituée, pour ramener la paix et la stabilité en Bosnie. J'espère que nous allons débattre ces options aujourd'hui.

J'aimerais que nous analysions la question dont la Chambre est saisie dans une perspective un peu plus étendue, soit celle de la politique étrangère, afin de saisir l'importance de la participation du Canada.

Nous avons tous été profondément affectés par les souffrances de ces milliers d'innocents de l'ex-Yougoslavie, victimes de la purification ethnique, qui ont été arrachés de leurs foyers et, dans de trop nombreux cas, tués. Ces actes ont profondément offensé les valeurs humanitaires et le sens de la justice des Canadiens.

Qui pourrait oublier la tragédie de Sarajevo et les souffrances de sa population, qui a subi un siège de trois années complètes, l'un des plus longs sièges de l'histoire européenne? C'est sur cette toile de fond de conflit et de souffrances humaines que les Nations Unies ont invité le Canada et la communauté internationale à envoyer des gardiens de la paix.

Fidèle à son engagement pour le maintien de la paix et l'efficacité des Nations Unies, le Canada a relevé ces défis, mais à un certain prix. Dans chacune de ces régions, nous avons pris position afin de défendre les valeurs canadiennes et d'assumer notre rôle de chef de file sur la scène internationale.

Quand nous examinons notre action passée et que nous réfléchissons à notre action future, il est important de placer ces défis dans un contexte plus vaste. Comme le démontre clairement la tragique histoire de l'ex-Yougoslavie, la sécurité internationale est indissociable de la sécurité des individus.

Pour restaurer la paix en Bosnie, nous devons aussi redonner à la population des conditions propices à la paix, des conditions qui permettront aux familles d'être réunies de nouveau, aux écoles et aux hôpitaux de rouvrir et aux communautés de se reconstruire. La paix et la stabilité sont à de nombreux égards une condition préalable à un certain degré de sécurité des individus qui permettra au peuple de Bosnie d'apprendre les leçons de la paix, de la confiance, de la tolérance et de la coopération. À moins d'un retour à la paix et à la stabilité, nous risquons